



Fédération Syndicale Unitaire
Section de la Meuse

Courrier à Mr le Député de la Meuse

Verdun, le 27 mars 2019

Monsieur le député,

Le ministère de l'Éducation nationale poursuit sa politique éducative rétrograde. Avec constance, il refuse de prendre en compte l'expertise professionnelle des acteurs de terrain, les avis de leurs organisations syndicales ou ceux de l'ensemble de la communauté éducative. Et pour cause, le projet de loi qu'il promeut aujourd'hui pour l'école tourne le dos à l'ambition de la réussite de tous les élèves, de l'élévation générale du niveau des qualifications et s'inscrit même dans la logique de tri social qui a déjà été instaurée pour l'enseignement supérieur en l'appliquant maintenant au primaire et au collège. L'amélioration de notre système éducatif exige au contraire, une ambition politique forte et également une construction qui soit commune et concertée. Or, le ministre enchaîne les attaques: Parcoursup, réformes des lycées et du bac, réforme de la voie professionnelle, évaluations imposées, suppressions de postes. Il poursuit avec sa loi «école de la confiance» qui est imposée contre l'unanimité des organisations syndicales. Pour un ministre qui se ne voulait ne pas être celui des réformes... il transforme, à marche forcée, l'ensemble du système éducatif.

Les décisions budgétaires déjà prises pour la rentrée prochaine entraîneront inévitablement une dégradation des conditions de travail de tous les personnels et d'études des élèves: plus d'élèves et moins de postes! Le projet de loi Blanquer en abaissant l'exigence pour le service public s'accorde donc avec le projet de loi dit de «transformation de la Fonction Publique» qui devrait conduire à des milliers de suppressions de postes et à un large recours à la contractualisation. La FSU s'oppose au développement de la précarité. L'École a besoin de personnels formés et sécurisés afin d'enseigner et accompagner chaque élève. La FSU revendique la création de tous les postes nécessaires à l'amélioration du service public d'éducation, au maintien de sa proximité sur l'ensemble du territoire, à la résorption de toutes les inégalités. L'orientation, l'accompagnement, le soutien, la mixité sociale, l'éducation prioritaire, autant de sujets lourds d'enjeux et qui exigent des moyens sans attendre!

Nous sommes tous et toutes des usagers des services publics et tous les jours nous pouvons bénéficier de leurs interventions et de leurs actions en faveur du plus grand nombre ou même à titre individuel : Hôpital, Ecole, Equipements sportifs, Transports, Énergie, Culture... Nombreux sont les secteurs, qui parfois sans que nous le sachions relèvent du secteur public et qui, de fait, nous appartiennent parce que nous les finançons. Bien sûr les services publics pourraient être plus efficaces, mieux organisés voire mieux gérés. Mais pour cela il faut une réelle volonté politique, des moyens, des agents plus nombreux et mieux formés.

Le projet de loi dit de «transformation de la Fonction publique» n'est ni plus ni moins qu'un projet de destruction de notre Fonction Publique car il vise à fermer encore des services, des écoles et à réduire leurs capacités d'action en diminuant le nombre d'agent-es et les budgets pour les faire fonctionner. Il vise aussi à transférer au privé des services publics ce qui nous reviendra plus chers à nous citoyens car il faudra les payer en plus. La Fonction publique a montré pourtant toute son utilité et son savoir-faire en particulier dans les moments difficiles. A travers cette tentative de destruction des services publics «à la française» c'est notre modèle social qui est attaqué. Il faut le défendre et lui permettre d'être encore plus efficace. Ce sont nos droits sociaux qui sont piétinés et la notion d'intérêt général opposée à celle des intérêts particuliers qui accentuent les inégalités. Il ne s'agit pas ici de défendre tel ou tel, il s'agit de préserver ce qui nous appartient, que nous finançons et que le gouvernement souhaite brader au secteur privé en faisant croire que ce sera moins cher. Or c'est faux. Nous le savons bien dans notre vie quotidienne. Il s'agit aussi d'assurer le droit de chacun de s'adresser à des agents publics intègres, compétents, responsables, c'est tout le contraire que prépare le gouvernement. Infirmier-es, Enseignants, Pompiers..., qu'ils travaillent dans la fonction publique hospitalière, pour l'État, dans une Mairie ou un conseil départemental ou régional, les agents publics sont au service de la population pour satisfaire les besoins sociaux.

La FSU vous sollicite afin de pouvoir échanger avec vous, lors d'un entretien, de ces sujets d'actualités qui sont au cœur des préoccupations de vos administrés.

Nous vous prions de croire, Monsieur le député, à notre entier dévouement au service public et tout particulièrement au service public d'éducation.

Kévin Quenescourt, secrétaire départemental de la FSU Meuse